

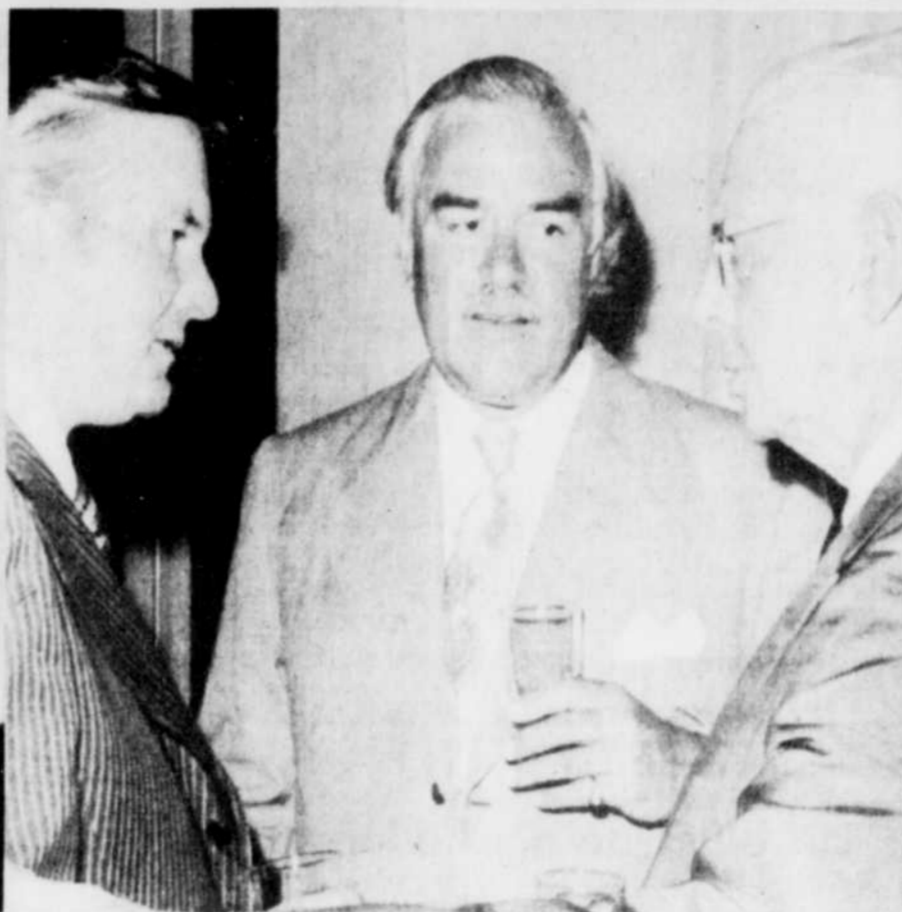
la tribune

De plus en plus de faillites chez les agriculteurs (p. 4)

Forum

Finances

# JOHN ROBARTS 1917-1982



## Quelques épisodes d'une longue et prestigieuse carrière politique

1982: amaigri et prématurément vieilli, John Robarts qui ne peut plus se déplacer qu'en s'appuyant sur une canne assiste à un banquet donné en son honneur.

1972: John Robarts qui vient de passer le relais à William Davis écoute d'une oreille attentive les conseils que son prédécesseur, M. Leslie Frost, donne à son successeur.

1978: membre de la force de frappe sur l'unité canadienne, John Robarts ne perd pas une des paroles prononcées lors des audiences tenues aux quatre coins du pays par cette commission.

## Une carrière éblouissante, une vie privée marquée par la tragédie...

TORONTO (PC) — M. John Parmenter Robarts, premier ministre conservateur de l'Ontario de 1961 à 1971, a été retrouvé mort à son domicile, hier. M. Robarts était âgé de 65 ans. Selon la police, l'ancien homme politique s'était suicidé.

Considéré comme l'un des pères de la nouvelle Confédération canadienne parce qu'en 1967 il avait organisé une conférence fédérale-provinciale sur la constitution, M. Robarts avait été victime de quelques crises cardiaques depuis août 1981, mais on croyait généralement

conservateur. Il avait alors reçu une ovation et c'est avec bonheur qu'il avait répondu à cet hommage.

Le premier ministre actuel de l'Ontario, M. William Davis, a été consterné en apprenant la nouvelle. M. Davis a

der ship reflétait l'honnêteté profonde, et dont l'attitude personnelle était celle d'un bon voisin et d'un ami dans lequel on a entière confiance.

Si M. Robarts a réussi pleinement sur le plan politique, il a connu de nombreux moments tragiques dans sa vie privée.

En 1977, son fils unique âgé de 21 ans, Timothy, s'était suicidé. Son mariage avec Norah McCormick devait se terminer par un divorce. La mort de son garçon est survenue seu-

ministre provincial et ami de longue date, qui est décédé plus tôt cette année. Dans les premiers temps où ils étaient députés et siégeaient comme à l'arrière-ban, ils logeaient dans le même appartement; cette amitié ne devait jamais défailir.

Sa disparition a semé la tristesse dans tout le pays, car M. Robarts était l'homme qui avait mis en branle la première conférence fédérale-provinciale sur la constitution. En 1977, il avait également accepté le poste de co-président de la Commission d'enquête sur l'unité canadienne.

Le chef conservateur, M. Joe Clark a qualifié M. Robarts d'un des principaux architectes du Canada moderne.

Quant à M. Jean-Luc Pepin, ministre des Transports et co-président de la Commission d'enquête sur l'unité canadienne avec M. Ro-

barts, il a déclaré: "Je me souviens surtout de lui à cause de son remarquable jugement."

"Il n'était pas un philosophe en politique, mais son jugement sur les affaires politiques ne le cédait à nul autre. Combien de fois, face à un problème particulier, lui arrivait-il de se tourner vers moi et de me demander si je croyais que ça marcherait. Chaque fois John rendait une décision découlant de sa longue expérience."

M. Gerald Beaudoin, doyen de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa et également membre de la commission sur l'unité, a ajouté que M. Robarts était un homme remarquable, très ouvert, d'esprit très ouvert, un grand Canadien.

Un autre membre de la commission, Mme Solange Chapat-Rolland, a noté que cette mort était une perte énorme.

"C'était un honneur de le connaître."

Avant d'accepter le défi de cette commission, M. Robarts avait complété une étude sur le Toronto métropolitain, qui suggérait de nombreuses réformes, dont l'élection directe du président et du conseil du Toronto métropolitain.

Le député conservateur Allan Lawrence, qui a été membre du cabinet dans le gouvernement Robarts, a dit que la dépression qui a provoqué cette tragédie a été vraisemblablement provoquée par les deux crises cardiaques qui partiellement paralysé l'homme politique au point où il éprouvait des difficultés d'élocution.

M. Robarts était toujours débordant d'activité, ayant surtout une prédilection pour la pêche à la truite, a rappelé M. Lawrence.

Un membre du cabinet ontarien qui a passé la fin de semaine de l'Action de grâce à chasser le faisan en compagnie de l'ancien premier ministre John Robarts, dit ne pas pouvoir s'expliquer pourquoi M. Robarts aurait décidé de mettre fin à ses jours.

"Nous étions à la chasse au faisan, un sport qu'il appréciait énormément", a confié le ministre ontarien des Transports, M. James Snow, un ami de M. Robarts depuis 15 ans.

"John s'amusait ferme et semblait en grande forme." M. Snow a dit que l'épouse de M. Robarts, Katharine, et d'autres amis intimes se trouvaient également au club de chasse et pêche situé sur l'île Griffith, dans la baie Georgienne, où de nombreux conservateurs influents sont également membres.

"Il n'avait pu se rendre au camp l'année

précédente en raison de sa crise cardiaque. Je l'avais vu à quelques reprises cet été et quand il venait au camp, il profitait de la vie comme il l'avait fait pendant de nombreuses années."

M. Snow, qui a été évidemment bouleversé par la mort de son ami a été interrogé au sujet de l'état de santé du disparu. "L'un des aspects comiques, c'est que je

ne l'ai jamais vu utiliser sa canne et, en réalité, elle lui était si peu utile qu'il l'a oubliée au camp."

"Il m'a téléphoné pour m'annoncer qu'il l'avait oubliée et je la lui ai rapportée à la maison."

C'est l'amour de M. Snow pour la nature, qui était partagé par M. Robarts, qui avait rapproché les deux hommes en dehors de la politique.



Depuis qu'il avait tourné le dos à la vie publique, John Robarts ne quittait guère sa seconde épouse, Katharine, dont il était de 28 ans l'ainé.

que son état de santé s'améliorait depuis quelque temps. L'une de ses dernières apparitions en public, depuis sa maladie, avait été le 6 octobre, à un dîner-bénéfice du Parti

succédé à M. Robarts au poste de premier ministre en 1971. Il a noté que les Ontariens se souviendront de son prédécesseur comme d'un homme qui n'avait qu'une parole, dont le lea-

lement un an après son deuxième mariage avec Katherine Ann Sickatuse, divorcée et de 28 ans plus jeune que lui. Au cours des derniers mois, il avait vu partir M. James Auld, ancien

## Un lutteur coriace, un gagnant aimable

John Robarts était né à Banff, en Alberta, le 11 janvier 1917. Son père était gérant de banque. Il avait vécu à Winnipeg et à Galt, en Ontario, avant d'aller faire ses études à l'Université Western de London.

Il s'était enrôlé dans la marine comme simple marin, en 1940, au début du deuxième conflit mondial. A la fin de la guerre, après avoir servi dans l'Atlantique, dans le Pacifique et en Méditerranée, il était lieutenant de marine.

Reçu avocat à Osgoode Hall, à Toronto, en 1946, il a pratiqué le droit pendant un an à Hamavant de se joindre à une étude d'avocats de London. C'est en 1951, comme conseiller municipal de London, qu'il

a rempli sa première fonction politique: la même année, il était élu député à la législature ontarienne.

En 1955, il a battu M. Clarence Peterson dans la circonscription de London-North. Le fils de M. Peterson, David, qui dirige maintenant le Parti libéral de l'Ontario, a qualifié M. Robarts de lutteur coriace mais gagnant aimable.

M. Robarts a progressé par étapes dans les rangs du parti conservateur au pouvoir depuis nombre d'années. Il a succédé à M. Leslie Frost, comme premier ministre, en 1961.

M. Donald MacDonald, ancien chef du NPD ontarien, a pour sa part noté que M. Ro-

barts était un des pères de la nouvelle Confédération. Il a rappelé que les relations entre le Québec et le Canada anglophone se trouvaient dans une impasse jusqu'à ce que M. Robarts crée un précédent et convoque une conférence constitutionnelle en 1967.

Plusieurs grands changements sont survenus en Ontario durant les années où a gouverné M. Robarts, soit, entre autres l'institution de l'aide juridique, le système de transport urbain GO, la création des collèges publics d'enseignement secondaire, la protection du crédit et l'élargissement des lois sur la vente des boissons alcoolisées.

Lorsque M. Robarts a pris sa retraite en 1971, on l'a poussé à soumettre sa candidature à la direction du parti conservateur national, mais il n'était pas intéressé. "Je suis un volcan vidé", avait-il déclaré à l'époque.

Il lui arrivait rarement d'arrêter de travailler, mais lorsqu'il s'accordait des loisirs, c'était pour une excursion de chasse ou de pêche. Il était particulièrement fier de pouvoir dire qu'il avait participé aux compétitions internationales de pêche au thon. Le service funèbre aura lieu jeudi, à Toronto, à fait savoir un porte-parole du bureau de M. Davis.

## La dépouille mortelle exposée à Queen's Park

TORONTO (PC) — Le public pourra rendre un dernier hommage à l'ancien premier ministre ontarien, M. John Robarts, dont la dépouille mortelle sera exposée mercredi dans le hall du Parlement provincial. C'est la première fois qu'on assiste à un tel hommage dans l'histoire récente de l'Ontario.

Un porte-parole du bureau du premier ministre William Davis a indiqué que M. Davis était demeuré très intime avec M. Robarts et qu'il avait probablement proposé l'exposition de la dépouille mortelle à la famille qui a accepté.

"Les personnes qui travaillent ici depuis 30 ou 40 ans ne se souviennent pas qu'on ait déjà fait ça pour quelqu'un d'autre," a souligné le porte-parole.

## Il a compris la réalité et les aspirations du Québec

(René Lévesque)

MONTREAL (PC) — M. John Robarts a mérité, tout au long de sa carrière, une grande estime qui lui survivra, a affirmé le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, dans un télégramme adressé lundi à la veuve de l'ex-premier ministre ontarien, Mme Katherine Robarts.

"En plus du grand rôle qu'il a joué à la tête du gouvernement ontarien, il a toujours été au premier rang de ceux qui comprenaient la réalité et les aspirations du Québec, et ce jusqu'à la fin de sa carrière publique, avec la publication du remarquable rapport Pepin-Robarts", a conclu M. Lévesque.

## CARRIÈRES ET PROFESSIONS

**\$20,000 et plus**

**SEANCE D'INFORMATION SUR L'IMMOBILIER... MERCREDI A 19H30**

au 2273, RUE KING O., SHERBROOKE  
Centre commercial King

... Si vous avez 25 ans et plus, possédez un Secondaire V ou une équivalente, êtes ambitieux et désirez de vous tailler une carrière dans l'immobilier, nous vous attendons.

... Nous vous offrons entraînement, équipe dynamique et mise en marché exceptionnelle.

**PATRICK JUANEDA, directeur**  
**563-3000**

**le Permanent**  
courtier

**Foyer des Bois Francs Inc.**  
Plessisville  
requiert les services d'un  
**DIRECTEUR GENERAL**  
(concours ouvert aux hommes et aux femmes)

Type d'établissement:  
Centre d'accueil d'hébergement pour personnes âgées

Les installations: 2 centres d'accueil, dont 1 de 40 lits et 1 de 21 lits. 4 pavillons totalisant 73 lits

Notez bien: projet d'intégration d'un 3e centre d'accueil (27 lits).

Responsabilités:  
Sous l'autorité du Conseil d'administration le directeur général est responsable de l'administration de l'établissement, de l'élaboration et de la direction des programmes et des activités, le tout en conformité avec la loi, les politiques et les directives émises par le conseil d'administration.

Exigences:  
Diplôme d'études universitaires de 3 ans en sciences de l'administration ou en sciences connexes.  
Expérience de 5 ans dont 3 ans de gestion  
Connaissance approfondie du réseau des affaires sociales.

Rémunération:  
Selon les normes du Ministère des affaires sociales.

Inscription:  
Veuillez faire parvenir votre offre d'emploi, accompagnée de votre curriculum vitae à l'adresse suivante:  
**Président du comité de sélection (Poste de directeur général)**  
**Foyer des Bois Francs Inc. 1450, Ave. Trudel, Plessisville, G6L 1T9**  
avant le 10 novembre 1982, 16h30

P.S. Inscrire Concours poste de Directeur Général.

## Le droit de M. Trudeau à s'expliquer publiquement

Quand M. Trudeau a annoncé qu'il s'adresserait aux Canadiens trois soirs d'affilée à compter d'aujourd'hui, des esprits chagrins ont immédiatement contesté cette façon de procéder. Pourtant la crise économique et sociale que nous traversons est grave et les Canadiens ont le droit de savoir ce que leur chef élu en pense et surtout ce qu'il propose pour que nous nous en sortions sans être trop écorchés.

M. Trudeau n'a pas abusé de ces messages à la nation depuis qu'il dirige le pays. Certes il a demandé et obtenu trois émissions de quinze minutes chacune: mais quelle est la différence entre cette formule et une émission d'une heure? Pédagogiquement il a probablement raison de diviser son intervention en trois volets. Ainsi il soutiendra mieux l'attention des Canadiens qui auront la curiosité et la patience de le suivre jusqu'à jeudi soir inclusivement, que s'il avait opté pour une longue période de 45 minutes. Prétendre qu'il usurpe les ondes à cause de son titre, c'est nier au chef de l'état le droit

d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour renseigner les Canadiens.

Si on peut chicaner M. Trudeau, c'est à cause du retard qu'il a mis à consentir à s'expliquer directement avec les Canadiens. C'est aussi à cause de cette manie qu'il a développée d'envoyer promener cavalièrement et grossièrement ceux qui ne partagent pas son avis ou ceux qui osent le questionner sur les politiques de son gouvernement. En démocratie, on lève le doigt pour questionner, pas pour envoyer paître ses interlocuteurs. Mais quand enfin le premier ministre consent à parler à tous les Canadiens, de grâce, laissons-le s'exprimer avant de le condamner. Il sera temps après son intervention d'analyser ses propos. Mais que ceux-ci soient fades ou savoureux, qu'ils touchent à la racine du mal ou qu'ils effleurent à peine les solutions, cela n'enlèvera rien au droit d'un chef d'état de réquisitionner les ondes pour s'adresser à la nation.

Jean Vigneault

## Un remède qui doit rester dans sa bouteille

Il est des remèdes aux déficits budgétaires gouvernementaux qu'on sort à l'occasion de leur bouteille pour les y remettre aussitôt, tellement ils semblent difficiles à avaler ou à faire avaler. Un de ces remèdes peu ragoutants consisterait à couper dans les allocations familiales, voire dans les régimes de pension. Il s'agirait d'en réserver les bénéfices aux moins fortunés — entendons ceux dont le revenu annuel n'excède pas une certaine limite, difficilement identifiable et toujours bien peu sûre, à moins qu'elle soit si élevée qu'elle ne touche à peu près plus personne.

Le premier ministre Trudeau a montré ce remède au public canadien, puis il a remis la bouteille dans sa poche, calmant du mieux qu'il pouvait ceux qui déjà faisaient la grimace. Mais M. Trudeau n'a pas cassé la bouteille en public et la menace demeure. Puisqu'il s'agit bien d'une menace dans le contexte actuel de crise.

La ministre de la Santé, Mme Monique Bégin, a déjà affirmé qu'on ne saurait couper les allocations familiales sans sabrer le régime de pensions. Si ce principe tient toujours, il faut donc oublier le recours à l'abolition de l'universalité dans ces programmes précis: il serait en effet inadmissible que le régime de pension soit touché. Mais Mme Bégin a déjà soutenu aussi qu'un gouvernement qui s'attaquerait aux allocations familiales montrerait qu'il

est complètement coupé de sa base. Et pourtant ce gouvernement dont elle fait partie a envisagé de se couper ainsi de sa base et y pense possiblement encore.

Mme Bégin étayait son jugement sur ce fait très souvent vérifiable dans les ménages, à l'aise ou non, que l'allocation familiale constitue le seul revenu de la femme au foyer. Voilà un argument social et...politique contre les coupures. Comment par ailleurs établir pour sûr, sans pénaliser personne, qu'un revenu familial annuel de X milliers de dollars rend l'allocation familiale peu nécessaire? A moins que la limite soit très élevée, c'est le salarier moyen qui risque d'écoper. Il ne faudrait pas en tout cas se baser sur le rapport d'impôt de l'année précédente pour établir qui a droit aux prestations. Les temps sont difficiles et les emplois peu stables, et qui aura reçu un salaire annuel de 40.000 \$ une année, sera peut-être chômeur l'année suivante ou sur le pas de la porte ou alors partie d'un programme à travail partagé, ou aura vu son salaire diminué. Il serait même risqué, pour les mêmes raisons, d'exiger que les couples dont le revenu excède X milliers de dollars remboursent, une fois l'année complétée, le montant versé en allocations familiales.

Ce qui signifie en gros que le temps est aux coupures mais pas à celles-là.

Jacques Lafontaine

## Propos insolents et insolites

Les journalistes en ont encore pour au moins trois semaines à Sherbrooke à se faire dire qu'ils sont gentils, honnêtes, responsables, consciencieux. Puis, ce sera l'élection avec son cortège de perdants... évidemment battus à cause du manque de support de la presse.

les salaires des élus. A Sherbrooke, en tout cas, ça marche.

— 0 —

Pour économiser, le réseau anglais de la CBC repassera de vieilles émissions et terminera sa programmation 90 minutes plus tôt. En fait, c'est le régime Radio-Québec.

— 0 —

La menace des USA de se retirer de l'ONU a été qualifiée d'attitude grossière par l'agence officielle soviétique. C'est ce qui s'appelle prendre une "Tass".

Epaminondas



### L'OPINION DES LECTEURS

#### Un billet de dix dollars vite perdu

Un règlement municipal dont la publication date d'avril 1978, stipule qu'il est interdit de stationner plus de deux heures dans les rues de Sherbrooke, où aucun panneau indicateur ne régit le stationnement et ce, même en plein été.

Cet avis, qui a coûté 108 à plusieurs résidents du quartier ouest, je le lance gratuitement à tous les étudiants de l'Université et aux nouveaux citoyens sherbrookoïses qui, depuis quatre ans (1978-1982), participent activement à la vie économique de la Ville de Sherbrooke. Il est aisé de comprendre que dans le contexte économique actuel, la ville a faim. Mais il semblerait que tous les moyens sont bons pour augmenter les profits dont la municipalité a fait état publiquement durant la période estivale. Qui saurait nous informer du bien-fondé d'un tel acte?

De plus, j'inviterais les lecteurs à afficher cet avis (mis en application environ deux fois l'an) dans vos résidences, afin que les parents et amis qui vous rendent visite à l'occasion, puissent prendre connaissance du présent règlement. De cette façon, en surveillant l'heure tout au long de leur visite, ils pourront s'habiller chaudement et sortir pour déplacer leur véhicule et ainsi économiser un 108. Ils vous en seront sûrement reconnaissants (sauf si la prochaine distribution se fait la nuit ou plus tôt le matin).

Il est évident que le conseil municipal est trop occupé à préparer les élections pour distribuer des avertissements ou donner des avis publics.

Serge Thibault, Pierre Labelle  
Daniel Forest, René Benoit  
Etudiants à  
l'Université de Sherbrooke

#### Le ministre Laurin sous son vrai jour

Le docteur Camille Laurin vient enfin de se montrer sous son vrai jour. Il a maintenant l'intention d'abolir les commissions scolaires qui étaient élues démocratiquement par les citoyens du Québec et de les remplacer par des "groupes de parents" qui représenteront les écoles individuelles. Ces groupes ne feront qu'appliquer un tampon sur les décrets du docteur Laurin. Il aura alors le contrôle absolu sur les budgets, les statuts et les règlements, sur le choix des directeurs d'école et sur ce qu'ils peuvent dire et faire. Les parents ne seront plus que des "hommes et des femmes de paille" d'un régime dictatorial de l'éducation sous l'autorité absolue du docteur Laurin.

D'un seul trait de plume, il a l'intention de saisir le contrôle de l'éducation de vos enfants pendant leurs années à l'école primaire. Grâce à son "plan" il n'y aura plus ni commissions scolaires, ni pouvoir, pour protéger vos enfants contre le lavage de tête politique baisé par le docteur et l'Etat.

Il tente d'arriver à ses fins par un plan diabolique qui consiste à convaincre les parents qu'il leur donne le pouvoir de diriger leurs écoles. Le livre blanc sur la restructuration scolaire contient 95 pages. Je défie le docteur Laurin de me montrer un seul statut

ou un seul règlement dans ce document où il n'a pas la majorité ou le dernier mot.

Un malaise social se répandra sur toute la province si ce plan devient loi. Les citoyens du Québec, Français, Anglais, ethniques, courent tous le danger de perdre le contrôle sur l'esprit de leurs enfants au cours de ces importantes années de formation de leur intelligence. Et cela, les parents ne l'accepteront jamais. Maintenant que ce gouvernement nous a menés au bord du désastre économique par son intervention intolérable dans les affaires, la confrontation avec les ouvriers et les unions, les lois restrictives iniques sur la langue, qui ont entraîné la perte de milliers d'emplois, la population n'est pas d'humeur à accepter de nouvelles incursions dans les libertés qui lui restent.

Le docteur Laurin doit être prévenu que sa tentative tapageuse vers le contrôle dictatorial du système scolaire par la destruction des commissions scolaires élues démocratiquement empoisonne l'atmosphère du Québec au moment même où les gens se tournent vers le gouvernement pour organiser la lutte contre la plus grande crise économique et sociale que nous ayons connue.

Harold Bell

#### Décentraliser coûte cher

Décentralisation, voilà un mot souvent employé par le bon gouvernement. Combien cela coûte-t-il aux contribuables? Il y a eu la régionalisation

scolaire, quel en a été le coût? On est toujours perdant. On verra encore avec les M.R.C.

N.J. Champagne

#### La passe-partout pour les handicapés

En tant que personne handicapée usager du transport adapté de la CMTS et ayant utilisé la passe-partout pendant les 6 mois au cours desquels elle a été en vigueur, je tiens à féliciter M. André Côté pour sa prise de position sur le sujet, lors de sa conférence de presse du 15 octobre dernier.

n'ont pas droit à la passe-partout, et ça parce qu'ils sont handicapés! Question de coûts? La CMTS remettra à la Ville pour la 2e année consécutive des surplus budgétaires.

Je souhaiterais qu'il y ait d'autres candidats qui se prononcent en faveur du rétablissement de la passe-partout pour les citoyens handicapés de Sherbrooke.

Un citoyen de Sherbrooke se déplaçant en chaise roulante

### ANALYSE

## Ottawa adoptera la politique du juste milieu

Par Eric Beauchesne

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral adoptera une politique du juste milieu face à son énorme déficit budgétaire qui ne cesse de croître. D'une part, il a refusé de le gonfler encore davantage pour créer des emplois, mais d'un autre côté, il a promis de ne pas imposer de nouvelles taxes pour tâcher d'éponger le déficit.

Certains économistes, hommes d'affaires et critiques de l'opposition souhaitent qu'Ottawa resserre les cordons de la bourse. D'autres, par contre, estiment que ce n'est pas le moment d'agir en Séraphin Poudrier mais, qu'au contraire, le gouvernement devrait stimuler l'économie, même si cela signifie gonfler encore davantage la dette nationale.

Le seul point sur lequel tous sont d'accord, c'est que le déficit du présent exercice financier sera supérieur aux 119,6 milliards prévus par l'ex-ministre des Finances Allan MacEachen dans son budget du 28 juin.

Alors que la récession a pour effet de tarir les sources de revenus du gouvernement tout en gonflant les dépenses, le déficit pourrait bien dépasser les 330 milliards, soit près du quart de la dette nette accumulée du pays, selon une étude menée par McCarthy Securities Ltd., de Toronto.

### PREVISIONS MOINS ALARMANTES

Les prévisions de M. David Slater, président du Conseil économique du Canada, sont un peu moins alarmistes puisqu'elles se situent à 223 milliards. L'organisme consultatif fédéral suggère toutefois que le fédéral accepte un déficit plus élevé et qu'il réduise les taxes de 22 milliards par année pour stimuler l'économie et créer des emplois.

Le ministre des Finances, M. Marc Lalonde, admet que le déficit sera supérieur aux prévisions de juin dernier, mais il a démenti une dépêche annonçant que les plus récentes projections des dépenses font état d'un déficit de 226 milliards.

Il a promis que le gouvernement ne chercherait pas à combler partiellement son déficit en augmentant les taxes. "Il est normal d'avoir des déficits plus élevés pour stimuler l'économie en période de récession", avoue-t-il.

D'un autre côté, Ottawa ne cesse de répéter qu'il n'acceptera pas d'augmenter le déficit pour créer des emplois. Il affirme que les fonds additionnels nécessaires à la lutte contre le chômage, qui atteint un taux de 12,2 pour cent, devront provenir des programmes déjà existants.

### LE CONFERENCE BOARD

M. Ernie Stokes, directeur des prévisions nationales au sein du Conference Board du Canada, dit que les prochaines prévisions du

déficit budgétaire, qui seront publiées à la fin du mois, situent le déficit au-delà des 220 milliards. Par contre, il ne partage pas l'opinion de ceux qui prétendent que l'énorme déficit aura pour effet de stimuler l'inflation et de provoquer une hausse des taux d'intérêt.

Au contraire, M. Stokes estime que vouloir réduire le déficit en augmentant les taxes indirectes comme la taxe de vente ou les taxes sur les alcools aurait pour effet de mousser l'inflation.

"Si le gouvernement se contente d'accepter l'énorme déficit et ne cherche pas à le réduire, l'inflation ne sera pas affectée."

Et le déficit pourrait s'amenuiser aussi rapidement qu'il a grandi, une fois que la récession se sera résorbée, quoique cela dépend dans une large mesure de la force du redressement, estime M. Stokes.

### BAISSE DES REVENUS

Fondamentalement, la récession a eu pour effet d'intensifier le chômage, de réduire les ventes et les profits et de diminuer les revenus d'Ottawa provenant de la taxe de vente et de l'impôt des sociétés de même que de l'impôt des particuliers. En même temps, un marché pétrolier plutôt décevant a réduit sensiblement les revenus que le gouvernement escomptait à ce chapitre.

Et pour encore aggraver la situation, la récession a eu pour effet d'intensifier le chômage et, ce

faisant, d'augmenter le coût de l'assistance sociale.

M. Stokes avoue cependant qu'il y a le danger qu'un déficit accru puisse avoir un effet psychologique défavorable sur la confiance des consommateurs et des milieux d'affaires envers l'économie. Mais il n'est pas garanti que c'est ce qui se produirait, ajoute-t-il.

M. Stokes rejette l'argument invoqué par certains qui affirment que le pays ne peut venir à bout du déficit. Cette crainte a été exprimée par le président de l'Institut des comptables agréés du Canada, M. Larry Doanes.

### LE DEFICIT DES PROVINCES

Les Canadiens en général ne réalisent pas qu'en plus de faire face au déficit du Canada, le pays doit aussi assumer un autre déficit de plus de 89 milliards encouru celui-là par les provinces.

"Ce à quoi tout cela rime, c'est que nous devons faire face à une terrible extension de notre système financier, tant sur le plan fédéral que sur le plan provincial", affirme M. Doanes.

Par contre, M. Stokes n'est pas d'accord là-dessus. Il estime, quant à lui, que les Canadiens disposent de suffisamment d'épargne personnelles sur lesquelles Ottawa pourrait toujours compter au besoin pour financer le déficit, particulièrement à la lumière de la récession et de la demande à peu près nulle pour des fonds destinés aux investissements de la part du secteur privé.

la tribune

la finance et l'économie

TORONTO

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

TORONTO (PC)

L'indice composé de la Bourse de Toronto a monté de 25.10 points pour atteindre 1784.42, lundi à la clôture des affaires.

Douze des 14 secteurs du marché ont progressé, sous la direction de l'immobilier-construction et des aurifères. Les pipelines et les papeteries sont les seuls groupes perdants.

A. and B.

Table of stock market data for Toronto, including AMCA Int, Abitibi, Aerco, Agropur, and various other companies.

Comment le Sherbrooke Trust peut vous aider à rétablir l'harmonie dans la famille.



Depuis que vous êtes seule, vous avez des décisions financières importantes à prendre. Les conseils affluents de personnes qui vous aiment et ne veulent que votre bien. Le problème, c'est que ces conseils sont peut-être contradictoires. Et comment accepter l'avis de l'un sans offenser l'autre?

Sans obligation, vous pouvez venir causer avec un gestionnaire-conseil du Sherbrooke Trust. C'est une personne expérimentée, compétente et tout à fait impartiale. Le Sherbrooke Trust est un gage de sécurité, de confiance et de continuité.

75, Wellington nord (819) 563-4011

Telephonez (sans frais au besoin) à M. Frederick T. Rotley, ou encore, demandez notre brochure explicative. C'est gratuit!

SHERBROOKE TRUST

Le renvoi automatique interurbain

Aimeriez-vous avoir une succursale dans la grande ville de votre choix... pour quelques dollars par mois?

Advertisement for Bell's automatic interurban forwarding service, featuring a graphic of a telephone and text describing the service's benefits.

Pour plus de renseignements, appelez-nous sans frais au 1 800 361-7528 ou remplissez le coupon-réponse ci-dessous et postez-le à: Bell Canada, Centre télémarcheting 600, rue Jean-Talon est, 10e étage, Montréal (Québec) H2R 3A9

OUI JE VEUX OFFRIR UN MEILLEUR SERVICE À MA CLIENTÈLE GRÂCE AU RENVOI AUTOMATIQUE INTERURBAIN DE BELL.

A registration form for Bell's automatic interurban forwarding service, including fields for name, address, and telephone number.

Bell

# De plus en plus de faillites chez les agriculteurs

OTTAWA (PC) — Le nombre des faillites chez les agriculteurs a encore augmenté en septembre, a rapporté hier le ministère de la Consommation. Il y a eu 65 pour cent plus de fermes en faillite le mois dernier que durant le mois correspondant, en 1981.

Depuis le début de cette année, 316 agriculteurs ont déclaré faillite. Du

rant la même période, l'an dernier, il y en avait eu 191; et, pour 1981, on avait enregistré un nombre record de 261 faillites agricoles.

Admettant que le rythme actuel de faillites se maintienne, c'est 474 fermes de moins qui existeront au pays à la fin de l'année en cours. Dans un

bon nombre de cas, il s'agit d'éleveurs.

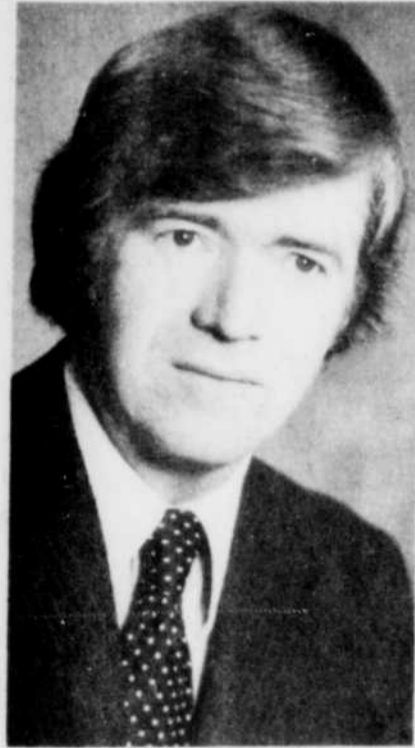
A date, cette année, on a enregistré en Ontario 132 faillites chez les agriculteurs, au regard de 112 pour toute l'année dernière; au Québec 115, au regard de 35 pour l'an dernier; au Manitoba, 24, au regard de 5; en Alberta, 19 au regard de 11, en Saskatchewan,

15, tout comme le total de l'an dernier; en Colombie-Britannique, 3, soit quatre de moins que l'an dernier; en Nouvelle-Ecosse, 3, comme l'an dernier; au Nouveau-Brunswick, deux au regard de trois en 1981; sur l'Île-du-Prince-Édouard, deux, au regard d'aucune l'an dernier, et à Terre-Neuve, une au regard d'aucune l'an der-

Statistique Canada a par ailleurs rapporté que, dû à une chute de 12 pour cent des gains réalisés avec la production et la vente des céréales et d'autres produits des champs, les fermes du pays avaient, à la fin du mois d'août, encaissé des bénéfices de cinq pour cent inférieurs à ce qu'ils étaient

un an plus tôt. Le calcul de ces bénéfices ne tient pas compte des coûts d'opération de la ferme. On prévoit que, lorsqu'on tiendra compte de ces derniers coûts, le revenu net des agriculteurs pour cette année sera d'au moins 18 pour cent inférieur à ce qu'il a été l'an passé.

# Une cinquantaine d'organismes au 2e salon de la petite et moyenne entreprise



Claude Pichette

SHERBROOKE — Une cinquantaine de sociétés et d'organismes que les propriétaires de petites et de moyennes entreprises québécoises sont appelés à consulter participeront, le 6 et le 7 novembre, au deuxième salon de la petite et de la moyenne entreprise qui, tout comme l'année dernière, sera tenu à l'université du Québec à Montréal.

Agences de publicité, banques à chartes, ministères provinciaux et fédéraux, agences gouvernementales, sociétés d'État, organismes voués à la recherche, corporations professionnelles, sociétés spécialisées dans la gestion des entreprises ou engagées dans des champs d'activité connexes donneront à cette occasion rendez-vous à des hommes d'affaires qui sont, pour la plupart, inconnus du public, même si 97 pour cent des 150,000 entreprises québécoises sont considérées comme des petites ou des moyennes entreprises.

Le salon de la petite et de la

moyenne entreprise répond à un besoin car il fournit aux propriétaires et aux administrateurs des entreprises de petite et de moyenne taille l'occasion de se rencontrer et de prendre connaissance des services mis à leur disposition dans le but de leur venir en aide et des organismes créés à cette fin", de rappeler le président d'honneur de l'événement, M. Claude Pichette, recteur de l'Université du Québec à Montréal.

Selon M. Pichette, le salon de la petite et de la moyenne entreprise revêt, dans le contexte économique actuel, une importance capitale car il permet à des hommes d'affaires dont le temps est précieux, accaparés qu'ils sont par la

gestion de l'entreprise qu'ils dirigent, de prendre contact avec des spécialistes capables de les aider à identifier leurs besoins et à y répondre.

"L'événement fournit aussi l'occasion de sensibiliser le public aux défis relevés par les petites et les moyennes entreprises qui sont les piliers de l'économie québécoise et aux nombreuses difficultés qu'elles doivent affronter pour survivre", de conclure M. Pichette.

L'année dernière, le salon de la petite et de la moyenne entreprise a attiré 7,000 visiteurs et ses promoteurs croient que, cette année, il attirera plus de 10,000 personnes.

## Raffermissement à Wall Street

NEW YORK (AFP)

— La tendance s'est fortement raffermie lundi à Wall Street, malgré l'absence de facteur stimulant. L'indice préliminaire des industrielles a clôturé à 1017,28, en hausse de 24,19 points. Quelque 85 millions d'actions ont été échangées.

Les investisseurs, qui avaient précédemment hésité à revenir à la Bourse et été impressionnés par les avances de plus de 200 points enregistrées depuis la mi-août, ont manifesté un grand intérêt pour les valeurs de premier plan, ont estimé les courtiers.

Rien ne fait pourtant présager qu'une reprise économique est proche. Au contraire, selon les dernières statistiques de

l'Administration, les usines américaines n'ont tourné qu'à 69,1 pour cent de leur capacité en septembre, contre 69,6 pour cent en août.

En clôture, le nombre des hausses dépasse celui des baisses: 1,231 contre 433 et 314 titres

ont été inchangés.

General Electric a gagné 4 3/4 à 84 1/2. IBM a monté de 3 1/2 à 82 3/4. Eastman Kodak a clôturé à 94 7/8 en hausse de 4 3/4. Merck a cédé 1 5/8 à 82 5/8. Upjohn a perdu 1 1/8 à 48. IC Industries a clôturé à 31 3/4 en baisse de 2 1/8.

**Pour l'Achat De Vos Obligations D'Épargne Du Canada, Il Suffit De Nous Appeler. Dominion Securities Ames 569-5541**

**Obligations d'épargne du Canada**

## L'économie en bref

### Canada Packers: profits en baisse

TORONTO (PC) — Canada Packers Inc. a révélé lundi que ses bénéfices pour le premier semestre de l'année ont baissé de 33,9 pour cent par rapport à ceux de la même période de l'an dernier. Ils se sont établis à \$7,6 millions contre \$11,6 millions.

Malgré cette baisse, le chiffre d'affaires a augmenté de 2,8 pc pour atteindre \$1,53 million.

La compagnie note, dans un rapport aux actionnaires, que les profits dans l'industrie canadienne de l'alimentation demeurent insuffisants en raison des faibles

marges dans le secteur des viandes fraîches et en conserve.

Les profits découlant des secteurs autres que celui de l'alimentation se sont ressentis des résultats médiocres des activités dans la chimie et le cuir. Bien que les quotas sur les importations de chaussures de cuir ont été remis en vigueur, la compagnie ne prévoit pas d'amélioration notable dans ce secteur au cours du second semestre.

Par contre, les résultats d'exploitation en dehors du Canada ont encore progressé par rapport à ceux des dernières années.

### Producteurs de tabac: profits réduits

JOLIETTE (PC) — Les 145 producteurs de tabac du Québec ont vendu leur récolte de 6,35 millions de kilos 22 millions \$, mais se plaignent de ce que la hausse des coûts d'opération réduit considérablement leurs profits.

Jean-Guy Asselin, président de l'Association des producteurs de tabac jaune du Québec, a affirmé que les coûts d'opération ont grimpé de 32 pour cent au cours des deux dernières années, alors que les prix payés par les compagnies aux agriculteurs n'ont grimpé que de 17 pour cent.

L'Ontario est la principale province productrice au Canada, avec environ 104 millions de kilos par année. Un gel nocturne, en

début de saison, a toutefois détruit 45,3 millions de kilos de la production ontarienne, soit l'équivalent des exportations moyennes du Canada chaque année.

M. Asselin a affirmé que les pertes en Ontario ont fait disparaître toute possibilité d'exportation mais n'ont pas fait augmenter les prix sur le marché domestique où le tabac atteint déjà le niveau des prix mondiaux.

En raison des pertes signalées en Ontario, d'expliquer M. Asselin, "les acheteurs étrangers ne sont tout simplement pas venus au Canada. Aucune pression n'a donc permis de faire grimper les prix."

### Labrador: forages pétroliers suspendus

SAINT-JEAN, T.-N. (PC) — Les forages pétroliers et gaziers au large du Labrador ont été suspendus en prévision de l'hiver.

Le ministre de l'Énergie de Terre-Neuve, Bill Marshall, a déclaré lundi que Petro Canada avait commencé à interrompre ses travaux. Des trois navires de forage à l'oeuvre dans la région cette année, seul le "Pelerin" est encore sur les lieux. Il quittera son poste prochainement.

Cette année, des forages ont

été entrepris dans trois puits du plateau continental du Labrador. Ils reprendront au printemps.

Les travaux sont interrompus chaque hiver en raison de l'abondance des glaces et des nombreuses tempêtes qui soufflent sur cette zone.

Petro Canada est entrepreneur du Labrador Group of Companies, qui dirige les travaux d'exploration et de mise en valeur des hydrocarbures au large du Labrador.

### Destruction de 34,000 caisses de vin?

MONTREAL (PC) — La Société des alcools du Québec dément une information parue dans l'édition de samedi du quotidien La Presse, selon laquelle l'entreprise devait détruire prochainement 150,000 caisses de vins, à cause d'une mauvaise gestion de ses entrepôts.

La SAQ admet avoir entrepris un examen de ses stocks dans ses succursales et entrepôts; étude qui se traduira, à son avis, par la destruction de 34,000 caisses de vin et cidre.

D'après la société d'État, la quantité qui sera détruite comprend des produits vendus depuis 1978.

Il s'agit, poursuit l'entreprise, d'un tiers de un pour cent du nombre de bouteilles commercialisées en un an.

Enfin, la SAQ affirme que de nombreux motifs la poussent à agir ainsi et que la destruction de bouteilles n'est pas une conséquence de l'inefficacité de ses systèmes de gestion et d'entreposage.

### Dollar stable et or en hausse

NEW YORK (AFP) — Le dollar a clôturé sur des positions pratiquement inchangées, lundi à New York, tandis que l'or était en hausse.

Le métal précieux a en effet clôturé à 4834,60 l'once, contre

\$428,00 vendredi en clôture. La devise américaine, pour sa part, a clôturé à 2,5185 marks contre 2,5130 vendredi, à 2,1500 francs suisses (inchangé) à 7,1070 francs français contre 7,1000, et à 0,5861 livre sterling contre 0,5866.

# AUBAINES EATON CANADA

## 169<sup>99</sup>

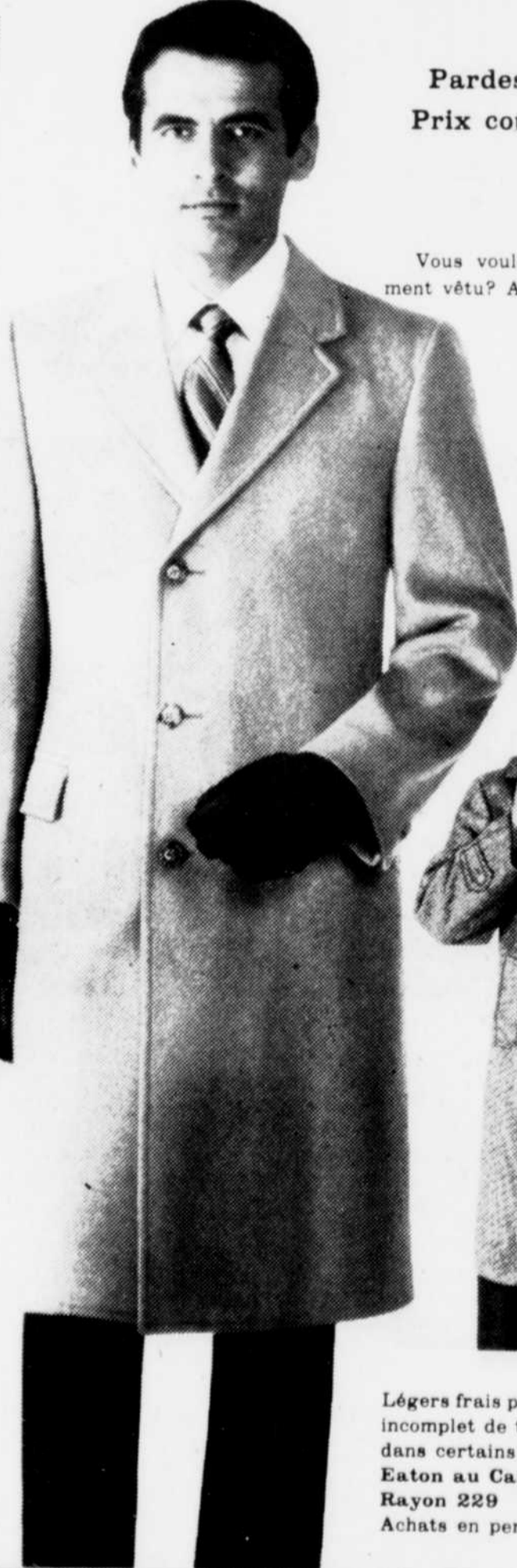
Deux choix judicieux pour l'automne: un complet Pierre Cardin et un pardessus de laine, tous deux au même bas prix!



**75.01 de rabais!**  
**Elégants complets Pierre Cardin**  
Prix courant Eaton **245.00**

**169<sup>99</sup>**  
le 2 pièces

Pierre Cardin, un nom qui n'a plus besoin de présentation, signe ces complets que nous vous offrons à rabais. Vous apprécierez leur coupe attrayante et leur confection soignée en laine. Choisissez entre les modèles unis, à rayures ou à carreaux, dans les tons automnaux de bleu, brun ou gris. Tailles 38 à 46 pour la plupart des statures.



**75.01 de rabais!**  
**Pardessus fait au Canada**  
Prix courant Eaton **245.00**

**169<sup>99</sup>** ch.

Vous voulez être élégant et chaudement vêtu? Alors ce pardessus classique répondra à vos exigences! Optez pour le tweed de laine, motif à chevrons, ou le mélange de laine et nylon, uni ou à carreaux. Tous ces modèles sont entièrement doublés. Dans les tons de brun, bleu ou gris. Tailles 38 à 46 pour la plupart des statures.

Légers frais pour les retouches. Choix incomplet de tailles, modèles et motifs dans certains magasins.  
Eaton au Carrefour de l'Estrie.  
Rayon 229  
Achats en personne seulement

## LES BONS RABAIS EATON D'UN OcéAN À L'AUTRE

Notre standard téléphonique ouvert à 9 h 10 en semaine et à 8 h 40 le samedi

Composez 563-9555 pour connaître nos heures d'ouverture ou pour tout autre renseignement.

# EATON

AMERICAN EXPRESS

# La Force des Nations-Unies restera au Liban pendant trois mois encore

**NATIONS-UNIES (AFP) — Le Conseil de sécurité a prorogé lundi soir de trois mois, jusqu'au 19 janvier 1983, et à titre intérimaire, le mandat de la Force des Nations-Unies au Liban.**

Le conseil a adopté par treize voix, avec l'abstention de l'URSS et de la Pologne, une résolution qui autorise la Force à exécuter pendant cette période des tâches provisoires d'ordre humanitaire et administratif, et à aider le gouvernement libanais à assurer la sécurité de tous les habitants de la zone sans aucune discrimination.

Le conseil a procédé au vote de cette résolution sans aucun débat. En prorogeant le mandat de la Force, le Conseil de sécurité s'est partiellement rendu à la requête du président libanais Amine Gemayel qui a déclaré lundi que, si le mandat était renouvelé, il devait comporter des pouvoirs de dissuasion.

La Force, a ajouté le chef de l'Etat libanais, doit cependant conser-

vement évoqué la présence à Beyrouth de la force multinationale qui, selon lui, continue d'opérer avec une grande efficacité et beaucoup de courage.

## Rénovation

"Sous son égide, les

contingents militaires palestiniens et syriens ont évacué la ville de Beyrouth, comme première étape dans la foule d'une négociation destinée à permettre à l'armée libanaise d'assumer seule et pleinement toutes ses responsabilités, et ainsi d'éten-

dre l'autorité de l'Etat sur la totalité du territoire, à l'exclusion de toute autre présence armée."

Le président Gemayel, arrivé dimanche de Beyrouth, qui a-t-il dit, vibre de rénovation, a souligné la détermination de tous les Libanais, à vivre ensemble, mais seuls, dans un Liban à jamais indivisible et indépendant et a confirmé la solidarité des Libanais avec le monde arabe auquel ils appartiennent par leur choix délibéré.



(Laserphoto AP)

Le Conseil de sécurité des Nations-Unies a partiellement agréé à la requête du président du Liban, M. Amine Gemayel, en prorogeant jusqu'au 19 janvier le mandat du contingent international envoyé dans ce pays. La tâche dévolue au contingent sera toutefois purement humanitaire et administrative alors que M. Gemayel exigeait, de surcroît, qu'un pouvoir de dissuasion lui soit accordé.

## L'avenir de la Cisjordanie et de Gaza tranché sous peu

JERUSALEM (AFP) — Le chef du gouvernement israélien comme le chef de l'opposition travailliste ont reconnu lundi devant la Knesseth qu'après la guerre du Liban et les propositions de paix du président Ronald Reagan, Israël ne pouvait plus repousser le débat fondamental sur l'avenir des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

MM. Menahem Begin et Shimon Peres ont souligné que le choix entre l'intégralité territoriale du grand Israël, voulue par la coalition au pou-

cher d'autre solution que celles ouvertes par les accords de Camp David.

M. Begin a donc appelé solennellement le roi Hussein de Jordanie à participer aux négociations sur l'autonomie palestinienne, déplorant que le souverain hachémite ait refusé d'engager de négociations avec l'actuel gouvernement israélien. "Nous ne voulons pas vous faire tomber de votre trône, mais vous n'avez aucun intérêt à vous immiscer dans les affaires intérieures israéliennes", s'est-il exclamé.



Shimon Peres



Menahem Begin

voir, et les concessions territoriales immédiates nécessaires selon le Parti travailliste, allait faire désormais l'objet de toutes les discussions politiques dans le pays.

Rappelant qu'Israël avait déjà eu à répondre à des plans de partition soumis par les Etats-Unis, le premier ministre n'a pas critiqué directement les récentes propositions du président Reagan, mais a affirmé qu'il n'y avait aucune raison, aucun besoin de cher-

M. Begin s'est déclaré convaincu que celui qui approuve l'annexion de la Judée-Samarie par le pouvoir hachémite encourageait la constitution d'un Etat palestinien, d'une menace redoutable à côté d'Israël.

Le premier ministre a réaffirmé qu'il espérait voir une paix solide s'établir entre le Liban et Israël, estimant que l'existence d'un mini-Etat palestinien au sein de l'Etat libanais empêchait une cohabitation pacifique entre le Liban et Israël.

## Sociétés privées espionnées par une agence de sécurité?

WASHINGTON (Reuter) — La National Security Agency, le plus secret des services de renseignements américains — on assurait encore récemment qu'il n'existait pas — espionne de manière suivie les communications confidentielles des sociétés privées, affirme un rapport au Congrès américain.

Celui-ci, rédigé par une sous-commission de la Chambre des représentants, affirme que l'agence mène un programme d'écoute très étendu des relations commerciales, et cite des exemples concrets d'écoutes électroniques de transactions privées.

Le rapport, rédigé en 1977, avait été jugé trop grave pour être rendu public. Une copie est cependant parvenue de source privée à l'agence Reuter. Le rapporteur, M. Robert Fink, a déclaré dans une entrevue qu'à son avis les conclusions du rapport restent valables à l'heure actuelle.

Il a été révélé après la publication, le mois dernier, du premier livre jamais écrit sur l'agence, "The Puzzle Palace", de James Bamford, qui affirme que l'agence intercepte la plupart des communications par satellite transmises de et vers les Etats-Unis.

Le rapport au Congrès, et le livre de M. Bamford, affirment l'un comme l'autre que l'agence a facilité l'espionnage en restreignant les codes dont peuvent disposer les sociétés sur les réseaux d'ordinateurs.

Ces sociétés utilisent largement les réseaux d'ordinateurs pour échanger des données entre différents sièges, et ont recours à des codes électroniques pour en protéger le secret.

Le rapport rappelle notamment que la société Bell s'est plainte en 1976 de ce que les codes attribués à l'industrie, et à la mise au point desquels l'agence participait, n'étaient pas suffisants pour préserver le secret des informations.

Le rapport du Congrès donne des exemples de sociétés qui ont apparemment été l'objet de la surveillance

électronique de l'agence mais ne cite pas le nom de celles-ci.

L'une d'elle était un cabinet d'avocats de Washington, avec plusieurs succursales, qui représentait un client en procès avec le département de la Justice.

A un moment donné, le gouvernement américain a révélé des informations confidentielles concernant le client qui ne pouvaient avoir été obtenues que par l'interception de câbles et de messages Télex, affirme le rapport.

"Malheureusement, le cabinet estime qu'il n'est pas dans l'intérêt de son client d'engager des poursuites", ajoute le rapport.

Il cite d'autre part le cas d'un homme d'affaires américain qui, pendant une brève période, a vendu des produits de construction à un pays du Proche-Orient. Les transactions avaient été menées par téléphone et télégrammes, et avaient visiblement été interceptées par les services de renseignements américains.

"Peu après les premiers contacts, l'homme d'affaires et sa femme ont été interrogés par des agents de renseignements fédéraux, apparemment bien informés du projet, et le couple a été maintenu sous surveillance physique jusqu'à peu de temps après la conclusion de la transaction", déclare le rapport.

Celui-ci cite également une entrevue avec un haut responsable d'une institution financière multinationale américaine qui a en dépôt plus d'un milliard de dollars en provenance d'un pays pétrolier du Proche-Orient.

Celui-ci, qui reste anonyme, se déclare convaincu que l'agence a intercepté les communications de sa société. Il assure également que celle-ci est capable d'utiliser des codes beaucoup plus compliqués que ceux qu'elle utilise, mais s'abstient de le faire en raison de l'opposition du gouvernement américain.

## Shultz puis Reagan

WASHINGTON (AFP) — Le président du Liban Amine Gemayel a préparé dès son arrivée à Washington lundi soir son entretien de mardi avec le président Ronald Reagan par une conversation informelle avec le secrétaire d'Etat M. George Shultz.

La visite de 24 heures à Washington du nouveau président libanais a été présentée par un haut responsable américain comme extrêmement importante politiquement pour la reconstruction du Liban. Il a toutefois écarté la

possibilité d'un progrès spectaculaire sur la question du retrait des forces étrangères du Liban ainsi que l'annonce d'un nouveau plan d'aide économique et militaire américain au cours de la visite de M. Gemayel.

Le président du Liban doit s'entretenir mardi matin en tête-à-tête avec le président Reagan au cours d'un petit déjeuner de travail avant de participer à la Maison blanche à un entretien élargi avec les principaux conseillers du président américain.

## ASSEMBLEE PUBLIQUE D'INFORMATION

POUR LA POPULATION DE SHERBROOKE ET DE LA REGION

CONVOQUEE PAR:

**LE RELAIS ST-FRANCOIS INC.**

CENTRE D'ACCUEIL POUR MESADAPTES SOCIO-AFFECTIFS POUR GARÇONS ET FILLES DE 12 à 18 ANS.

### ORDRE DU JOUR

1. Mot du président
2. Etat financiers du Relais
3. Présentation des services
4. Réponse aux questions de l'assistance

DATE: Jeudi le 4 novembre 1982

LIEU: Le Relais St-François Inc. 3850, rue Hamel, Sherbrooke, Qué.

HEURE: 19:30 heures

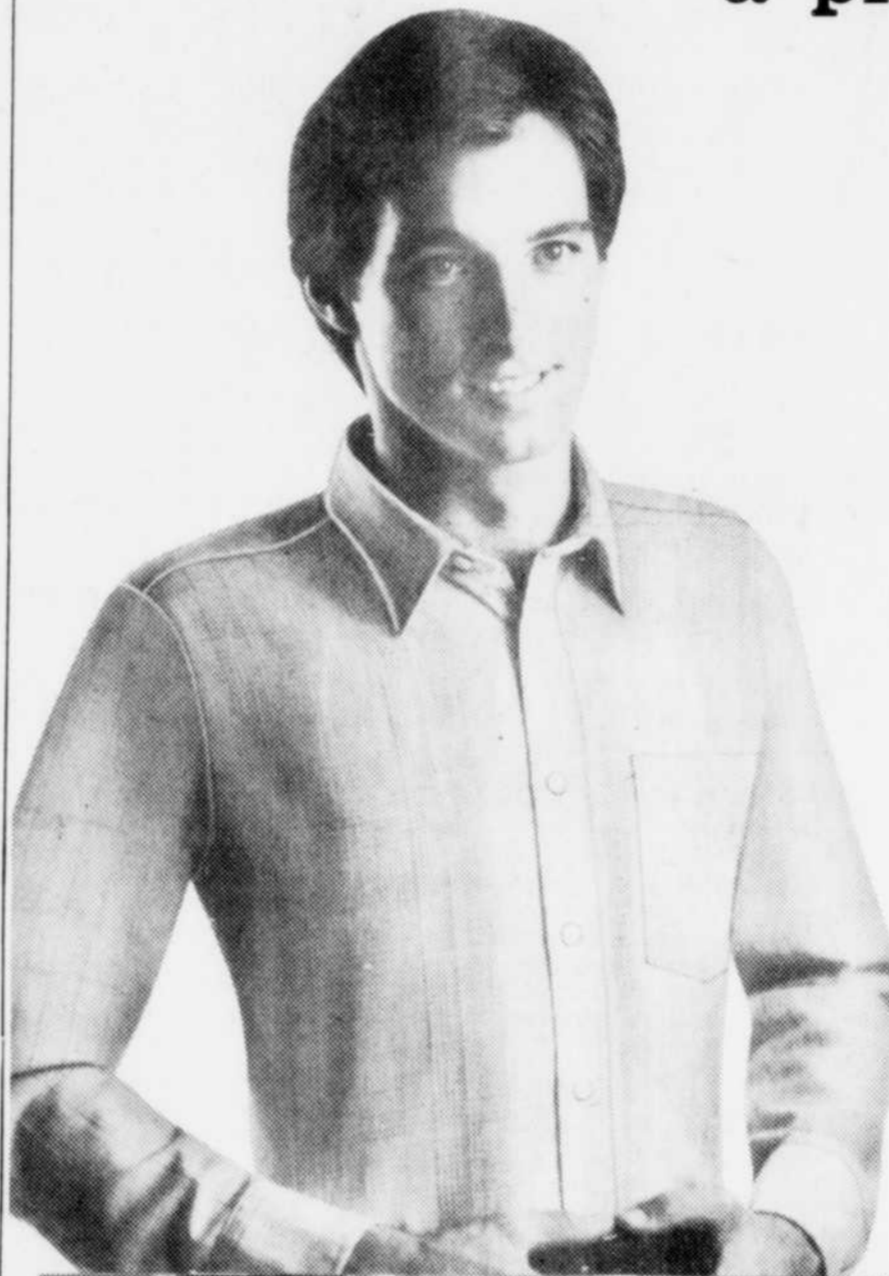
André Noël, président

Conseil d'administration

LE RELAIS ST-FRANCOIS INC.

833304

## Spécial! Vêtements de tous les jours à prix modiques!



25% de rabais!

Chemises sport

Prix courant Eaton 13.99

9<sup>99</sup> ch.

1. Une occasion à ne pas manquer. Ces chemises de polyester et coton à manches longues, vous sont offertes en tons unis ou avec des motifs quadrillés. Col classique. Choix de couleurs automnales: bleu moyen, brun pâle, beige. Tailles: petite, moyenne, grande et forte dans le lot. (768)

Tricots à col mode...

Un seul bas prix!

Prix Eaton

12<sup>99</sup> ch.

Des chandails en tricot d'acrylique à manches longues et patte à 3 boutons. Tailles: petite, moyenne, grande et forte. (770)

2. A rayures: marine, gris, bleu ou chameau.

3. A tons unis: gris, bleu, chameau ou chocolat.

25% de rabais!

Dessous de Stanfield

Tous en tricot de coton et polyester extensible. Blanc seulement. Tailles: petite, moyenne, grande et forte. (763)

Prix courant Eaton 3.75

3 pour 8<sup>39</sup>

5. Caleçon classique avec bandes élastiques à la taille et aux ouvertures.

Prix courant Eaton 3.75

3 pour 8<sup>39</sup>

6. T-shirt muni de coutures plates aux épaules et à l'encolure ras du cou.

Prix courant Eaton 5.00

3 pour 10<sup>99</sup>

Eaton au Carrefour de l'Estrle.

Rayon 788.

Venez ou téléphonez 563-9555

\*Frais minimes de manutention pour la livraison des commandes de moins de 15.00. Frais de traitement applicables aux commandes de moins de 100.00 payables sur livraison.

Frais de livraison imputables aux commandes livrées en dehors du circuit de livraison Eaton.

N.B. Les personnes de 65 ans et plus sont exemptées des frais de manutention et de traitement sur présentation d'une preuve d'âge.



## UN JUSTE PRIX EATON D'UN OCÉAN À L'AUTRE

Notre standard téléphonique ouvre à 9 h. 10 en semaine, à 8 h. 40 le samedi.

Composez 563-9555 pour connaître nos heures d'ouverture ou pour tout autre renseignement.

# EATON



Recours à l'arbitrage pour les heures supplémentaires

# Menace de grève des facteurs mise au rancart pour l'instant

Par Denis Lessard

OTTAWA (PC) — Le Syndicat des facteurs du Canada, qui compte plus de 22,000 membres, a retiré pour l'instant sa menace de grève illégale après avoir rencontré hier pendant plus de trois heures les représentants de la Société des Postes sur l'épineuse question des heures supplémentaires.

Les deux parties ont convenu de recourir à l'arbitrage afin de décider si Postes Canada peut sabrer dans les heures supplémentaires tout en respectant la convention collective qui lie à ses facteurs.

Emergent de la réunion qui s'est tenue sous l'égide du Conseil canadien des relations de travail, le président du syndicat, M. Robert McGarry, a admis que les facteurs mettaient temporairement au rancart leur menace de grève en attendant la décision tandis que l'employeur s'engageait à maintenir sa politique actuelle quant aux heures supplémentaires.

De son côté, le vice-président aux relations de travail de Postes Canada, M. Stewart Cook, a soutenu que l'employeur maintenait son intention de "fermer le robinet sur les heures supplémentaires" et qu'on attendra l'arbitrage pour savoir seulement si toutes les routes de courrier doivent être à chaque jour distribuées quelqu'en soit le prix.

Coincée par une baisse de 4,5 pour cent du volume de courrier par rap-

port à 1981, la Société des postes doit sabrer quelque \$45 millions dans ses dépenses d'ici le printemps prochain. L'an dernier, la note des heures supplémentaires pour l'ensemble de l'or-

## Pas de débrayage des facteurs à Sherbrooke

SHERBROOKE (GF) — Il n'y a pas eu de débrayage des facteurs, lundi, et pour l'instant ces derniers ne s'attendent pas à voir les développements de la décision de la Société des postes avant de faire quoi que ce soit.

Vendredi soir dernier, 90 facteurs s'étaient réunis en assemblée générale et avaient décidé unanimement de débrayer lundi matin si les mesures annoncées étaient appliquées.

Plus tôt, la Société des postes avait annoncé qu'elle ne ferait plus appel aux gens de l'extérieur pour rempla-

cer les facteurs en vacances ou en congés de maternité. Ce que les facteurs interprétaient comme une violation de la convention collective.

### Inquiétudes

Les facteurs s'inquiètent surtout de la possibilité évoquée par la société de la couronne de ne pas remplacer à temps supplémentaire un facteur absent pour une journée lorsque le volume de courrier de sa route est insuffisant, le retard pouvant être rattrapé par la suite.

Samedi, les facteurs ont tenu une manifestation devant l'édifice où sont situés les bureaux de la société, rue Couture, pour protester contre cette chose.

Depuis, l'exécutif national du syndicat a averti ses membres de ne rien tenter et d'attendre le développement des événements.

"L'arbitrage décidera si le droit de grève permet d'empêcher le courrier de sortir ou, si, comme le dit notre convention, les gens ont le droit de recevoir leur courrier à tous les jours", a dit M. McGarry, craignant que des décisions arbitraires des cadres de la société ne privent injustement les contribuables.

"Les gens doivent pouvoir compter sur leur courrier à tous les jours, le service ne peut diminuer. C'était l'un des engagements pris lorsque nous sommes devenus société de la Couronne", a poursuivi le leader syndical.

"Nous soumettrons ce qui selon nous est une évidence à l'arbitrage et nous vivrons avec la décision, quelle qu'elle soit", a-t-il dit.

Quant à M. Cook, il s'est dit outré que le syndicat tente de faire croire que le courrier pourrait passer de longues périodes dans les bureaux de postes sans être distribué.

Selon lui, l'intention de l'employeur n'est pas d'éliminer les heures supplémentaires mais de les réduire au strict nécessaire. "Les heures supplémentaires doivent être justifiées et plus étroitement contrôlées", a-t-il dit, ajoutant que Postes Canada, en recourant au Conseil canadien des relations de Travail voulait d'abord s'assurer qu'aucun geste illégal ne serait posé par les facteurs.

## Pas de coupures à Radio-Canada

MONTREAL (PC) — La Société Radio-Canada ne sera pas affectée par les coupures de budget, les mises à pied et les réductions de temps d'antenne décrétées vendredi au réseau CBC.

Le porte-parole de la société a catégoriquement nié hier qu'un train de mesures d'austérité semblables soit annoncé dans les prochains jours ou même les prochaines semaines.

Tout en reconnaissant que "Radio-Canada n'est pas à l'abri" des chutes

de revenus qui affectent tous les réseaux, en particulier CBC, le porte-parole a expliqué que ce sont surtout les revenus perçus en province qui sont affectés.

Or, le gros de ressources publicitaires de Radio-Canada provient de la région métropolitaine de Montréal.

## Victoire sur la pollution

OTTAWA (PC) — L'industrie de la pulpe et du papier est en train de gagner, graduellement, la coûteuse bataille qu'elle livre à la pollution des eaux.

Un rapport du service de protection

du ministère fédéral de l'Environnement révèle que l'industrie n'a pas encore atteint les standards imposés par Ottawa en 1971, malgré des dépenses de quelque \$661 millions en équipement anti-pollution, de 1969 à 1980.

## Selon le journaliste montréalais Michel Lacroix

# Aucun Canadien n'aurait atteint le sommet de l'Everest sans les sherpas

Par Gilles St-Jean

MONTREAL (PC) — "Aucun Canadien n'aurait atteint le sommet du mont Everest sans les guides sherpas", a raconté lundi, au cours d'une conférence de presse, le journaliste montréalais Michel Lacroix, l'un des rares à avoir accompagné l'expédition canadienne qui a vaincu l'Everest il y a quelques jours.

"Ce sont les sherpas qui ont tiré Laurie Skreslet au sommet de la montagne le 5 octobre. Toujours chargés de leurs sacs de 70 livres, ils sont redescendus jusqu'au dernier camp et sont allés voir si le deuxième alpiniste canadien qui devait se rendre en haut allait bien", a déclaré Lacroix, impressionné par la performance des diminutifs guides montagnards.

Vêtu d'un chandail vantant les mé-

rites les voyages en haute-montagne au Népal, Lacroix s'est répandu sur la gentillesse et la simplicité des sherpas.

"Ils sont aimables, hospitaliers, calmes. Ils cultivent des valeurs humaines que notre société a oubliées", a souligné le journaliste de la station radiophonique CKAC.

"Sans eux, qui sont habitués à vivre à une altitude moyenne de 14,000

feet, jamais un Canadien ou un Européen n'atteindrait le sommet de l'Everest", a réaffirmé le journaliste.

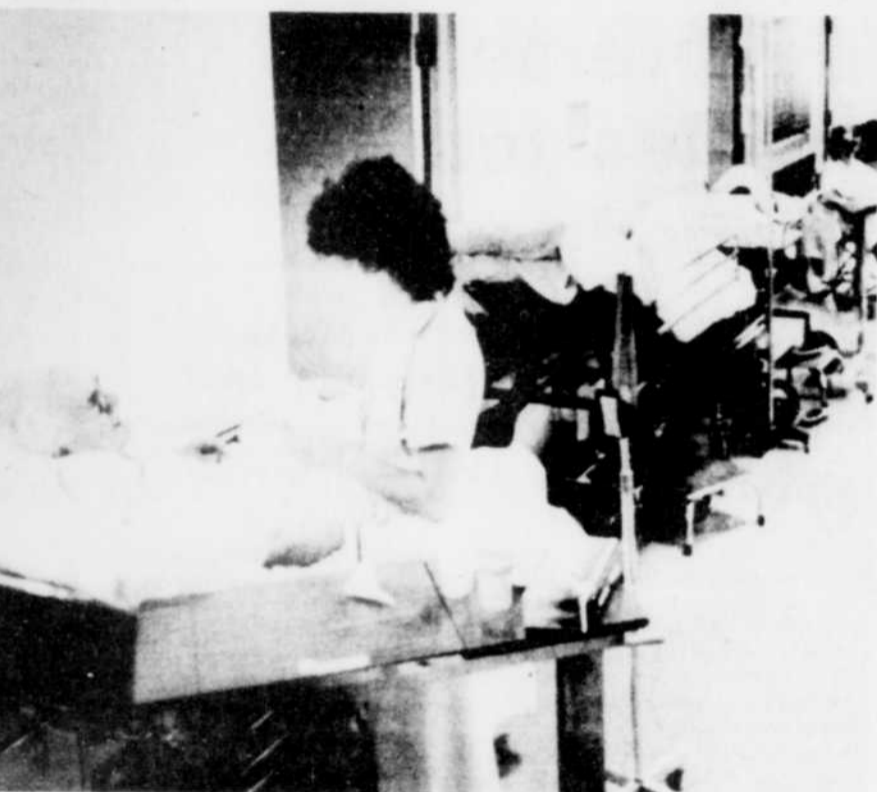
"Quant à moi, je retournerais au Népal demain", a ajouté Lacroix, séduit par cette expérience.

Mais selon lui, les alpinistes canadiens ne sont pas les seuls à avoir mis le Canada sur la carte, puisque "notre industrie des télécommunications a elle aussi prouvé sa valeur".

Lacroix a noté que les responsables de Téléglobe Canada et des divers services techniques préposés à la con-

quête canadienne du toit du monde avaient réussi une première en assurant une liaison directe entre la capitale népalaise et Montréal.

"L'ascension canadienne a permis d'ouvrir plusieurs portes dans le domaine des télécommunications, notamment cette liaison directe. L'odyssée des Canadiens a en effet permis au réseau américain ABC de montrer en direct des images du sommet de l'Everest, grâce à des techniques et des appareils nouveaux", a raconté Lacroix.



(Laserphoto PC)

## A cause des coupures

L'hôpital Maisonneuve-Rosemont à Montréal souffre des compressions budgétaires qui lui ont été infligées. Dans un des plus grands centres hospitaliers francophones du Québec, les patients demeurent parfois allités dans le couloir pendant 10 jours.

## A travers le pays

### Premier contact avec les syndicats

OTTAWA (PC) — Les représentants des fonctionnaires fédéraux ont eu un premier contact avec leur nouveau patron, hier, alors que l'Institut de la fonction publique du Canada recevait le nouveau président du Conseil du trésor, M. Herb Gray.

M. Jack Donegani, président de l'Institut qui regroupe quelque 17,500 professionnels à l'emploi du gouvernement fédéral, s'est dit fort encou-

ragé du ton de cette première rencontre. "Avec le prédécesseur de M. Gray (M. Donald Johnston), l'affrontement était souvent le seul moyen de faire passer notre message. Nous avons convenu avec M. Gray qu'en se servant du téléphone et en se parlant plus souvent, nous pourrions éviter bien des conflits", a déclaré M. Donegani.

### Entretiens Shultz-MacEachen

OTTAWA (PC) — Le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. George Shultz, aura des entretiens à Ottawa, dimanche et lundi, avec le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Allan MacEachen.

On a fait savoir, sans plus préciser, que les deux hommes discuteront d'un grand nombre de questions intéres-

sant les deux pays. Depuis que M. MacEachen a laissé le ministère des Finances, en septembre, il a rencontré M. Shultz une première fois à New York, à l'ouverture de la session d'automne des Nations unies, puis à Val-David, à la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN.

### Canagrex: pas de tactique louche

OTTAWA (PC) — La création de Canagrex n'est pas une tactique louche du gouvernement fédéral pour faire main basse sur l'ensemble de l'exportation agro-alimentaire du pays mais plutôt une tentative d'accroître la productivité de l'agriculture, secteur qui offre le plus grand potentiel de croissance au pays.

Tel est l'avis exprimé hier par le ministre de l'Agriculture Eugene Whelan qui a indiqué l'intention d'Ot-

tawa d'adopter dès la reprise de la session aux Communes la semaine prochaine le projet de loi créant la société vouée à l'expansion des exportations agroalimentaires.

M. Whelan a par ailleurs rappelé qu'Ottawa avait apporté quelque 14 amendements à un projet de loi qui ne comporte que 41 articles et qu'aucune autre modification de fond ne pourrait être apportée en Chambre.

### Appel à l'aide des femmes battues

OTTAWA (PC) — La ministre fédérale de la Santé a fait savoir, lundi, qu'un dépliant expédié en même temps que les allocations familiales d'octobre incite les femmes battues à chercher de l'aide.

Le dépliant, a précisé Mme Moni-

que Bégin, demande aux femmes d'appeler la police et de voir un médecin, un travailleur social, un travailleur de la santé ou un prêtre.

Il y a environ 500,000 femmes battues chaque année au Canada.

### Young démissionnera d'ici 2 ans

FREDERICTON (PC) — M. Doug Young a fait connaître son intention, lundi, de quitter le poste de chef du Parti libéral du Nouveau-Brunswick d'ici deux ans.

Aux candidats élus et défaits à l'élection provinciale de la semaine dernière, M. Young avait offert de remettre sa démission immédiatement,

mais on lui a demandé de rester encore quelque temps.

M. Young, qui n'en continuera pas moins à représenter la circonscription de Tracadie à l'Assemblée législative, n'a pas éliminé la possibilité de porter sa candidature au congrès chargé de trouver un nouveau leader pour le parti.

### Unanimité

"En tenant compte des témoignages quasi-unanimes — appuyés par des statistiques fournies par le gouvernement canadien — dans cette affaire, la commission n'a découvert aucun acte discriminatoire intentionnel de la part des provinces canadiennes contre les transporteurs routiers américains", d'affirmer le rapport.

### Historique

Le différend a surgi en 1980 lorsque les Etats-Unis ont décidé de déreglementer l'industrie du camionnage et de permettre la concurrence sur tous les circuits routiers de ce pays. Au Canada, les gouvernements provinciaux continuent de réglementer le camionnage, industrie au chiffre d'affaires annuel de quelque \$1 milliard dans les deux pays.

## Commission Applebaum-Hebert

# Abandon des programmes locaux et des commerciaux recommandé à CBC

TORONTO (PC) — La commission royale Applebaum-Hebert recommande dans son rapport, dont la Presse Canadienne a obtenu copie, que le réseau anglais de la société Radio-Canada, connu sous le sigle CBC, abandonne totalement les commerciaux ainsi que tous les programmes locaux.

Le volumineux rapport de 440 pages de la commission Applebaum-Hebert, qui ne sera pas rendu public avant le 16 novembre, consacre 84 pages à la radio-télédiffusion.

Les recommandations touchant CBC, qui a déjà été l'objet en fin de semaine de mises à pied et de réductions de la programmation, comporteraient les changements et les réductions les plus substantiels que le réseau ait jamais expérimentés.

Toutefois, les recommandations ne sont que ce qu'elles sont. Les pouvoirs de toute commission, fut-elle royale, comme dans ce cas-ci, se limitent à dire au gouvernement ce qui, de l'avis des commissaires, devrait être fait. Pour ce qui est de l'application des recommandations par le gouvernement, c'est une toute autre paire de manches.

### Principales recommandations

— **Abandon de tous les commerciaux.** Les commissaires estiment que les commerciaux provoquent une distorsion des décisions concernant les programmes par la recherche du plus grand nombre possible d'auditeurs. A titre d'exemple, les commerciaux pourraient avoir pour effet d'accroître le meilleur temps d'antenne à une série d'Hollywood de préférence à une émission canadienne pour ne pas perdre un annonceur.

— **Abandon de tous les programmes locaux.** Les commissaires sont d'avis que la société d'Etat doit se limiter aux événements d'intérêt national et régional et abandonner les nouvelles strictement locales de même que les événements artistiques à caractère local étant donné que ce domaine est convenablement traité par les stations de télévision commerciales dans la plus part des villes.

— **Rompre tous les liens avec toutes les stations affiliées appartenant à des intérêts privés,** telles que la station commerciale de télévision CFPL-TV de London, qui présente les spectacles de Ra-

dio-Canada à environ 20 pour cent de la population. "Etant une station commerciale, cette station a besoin d'un auditoire populaire, de sorte que les décisions concernant la programmation sont déformées pour leur venir en aide."

— **Cesser toute la production de programmes à l'exception des nouvelles.** Cela signifierait que tous les spectacles canadiens seraient achetés à des studios privés, dont un grand nombre seraient présument mis sur pied par les producteurs actuellement à l'emploi de Radio-Canada. En fait, les grands réseaux américains fonctionnent de cette façon, les studios de Hollywood étant leur principal fournisseur. — **Vendre plusieurs des studios existants de CBC** à des compagnies de production privées, car ces dernières en auront besoin pour produire tous les spectacles que CBC voudra soudainement leur commander.

— **Allouer une part du budget total de la programmation à des spectacles régionaux** pour s'assurer que ce secteur ne soit pas négligé.

— **Importer et même co-produire certains spectacles étrangers** pour éviter l'esprit de clocher et l'étroitesse d'esprit dans la programmation.

— **S'efforcer davantage de vendre à l'étranger les meilleures productions canadiennes.**

### Stratégie de Fox

Les recommandations du rapport Applebaum-Hebert diffèrent considérablement de la stratégie que le ministre des Communications, Francis Fox, entendrait adopter, si l'on en croit un rapport publié vendredi dernier.

M. Fox, dit-on, désirerait non seulement qu'on accorde le droit à Radio-Canada de créer une deuxième chaîne en français et en anglais, mais il s'apprêterait à augmenter le budget de la société d'Etat par le biais d'une surcharge mensuelle à tous les abonnés du câble.

## MAISONS D'ENSEIGNEMENT

# COURS D'ANGLAIS POUR ADULTES

## CONVERSATION COURS INTENSIFS

• 5 avant-midis par semaine, du lundi au vendredi  
• de 9h. à 12h.

**DEBUT:** Le lundi, 8 novembre 1982  
**DUREE:** 90 heures (6 semaines)  
**ENDROIT:** Les cours se donneront:  
• à l'école Gagnon, 2365 Galt ouest, Sherbrooke pour les trois premiers niveaux (AS 102, 112, 122)  
• à l'école Ste-Bernadette, 90 Ontario, Sherbrooke pour les niveaux plus avancés (AS 132, 142, 152)  
**FRAIS:** 60,00\$

**INSCRIPTION ET TEST DE CLASSEMENT pour tous les cours d'anglais:**  
**ENDROIT:** Ecole Montcalm 2050, boul. Portland, Sherbrooke  
**DATE:** Le lundi 18 octobre et le mardi 19 octobre 1982  
**HEURE:** 19h.

Pour les personnes dans l'impossibilité de se rendre à l'inscription et au test de classement le soir, veuillez vous adresser le plus tôt possible à Suzanne Caron, au 569-9468, entre 8h30 et 16h.

COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE EASTERN TOWNSHIPS  
257 QUEEN, LENNOXVILLE (QUE) (819) 569-9468